

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 151 (2006)
Heft: 8-9

Vorwort: Suisse : indices de crise?
Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Août-Septembre 2006

	Pages
Éditorial	
■ Suisse: indices de crise?	3
Armée XXI	
■ Capacité à durer et montée en puissance	6
■ Entretien avec le divisionnaire Jakob Baumann	9
Guerre électronique	
■ Une chance pour les femmes	11
Nécrologie	
■ Henri Daucourt s'est annoncé partant	13
Génie	
■ Le génie et le combat en zone urbaine (1)	14
OTAN	
■ L'exercice « COLD RESPONSE 06»	18
Terrorisme	
■ Evolution du terrorisme	22
■ Le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam	27
Catastrophes naturelles	
■ Après Katrina, intervention de la Garde nationale	30
■ Après Katrina, une maladie profonde, l'antibushisme	36
Fortifications	
■ La ligne fortifiée de l'Aubonne	40
Comptes rendus	
■ Après 1918, dureté française en Alsace	46
■ 1939-1945, le SR suisse et la menace allemande	48
ARMS - 150^e RMS	
■ Programme	51
Nouvelles brèves	52
Revue des revues	56
SSO: comité	I-II
RMS - Défense - Vaud	III-VI

Suisse: indices de crise?

A la fin du XVIII^e siècle, la Suisse – il faudrait plutôt dire le Corps helvétique – connaît une crise qui se conjugue avec un blocage institutionnel. En 1788, le Président de la Société militaire helvétique voit quatre obstacles principaux à la réalisation d'une réforme militaire: l'incompréhension de cette réforme perçue comme l'abandon du système de milice, le processus de décision de la Diète, la résistance des autorités locales relayée par celles des Cantons, l'opposition de ces dernières à l'idée de réorganiser leurs milices dans un court laps de temps et selon des standards communs (solde, armement, instruction).

De telles raisons interviennent, à un degré ou à un autre, dans toute réforme militaire de grande envergure, y compris dans les réformes successives que l'Armée suisse a connues depuis 1995. Avant l'invasion française de 1798, elles sont amplifiées par les structures politiques de l'ancienne Confédération et l'absence d'une pensée militaire propre à la Suisse. Dès le XVIII^e siècle, les principaux Cantons, Etats de la Confédération, adoptent des règlements d'exercice sur les modèles français, hollandais ou prussien. *Le Kriegs-Exercitium der bernerschen Land-Miliz* de 1759 s'inspire largement du règlement français de la même année.

De nos jours, un tel phénomène est toujours perceptible, les modèles étant américain ou allemand. Dans une organisation militaire, l'absence d'une pensée propre et le recours à des modèles extérieurs – nous ne parlons pas d'interopérabilité – peut être un des indices de la crise, dont les causes sont multiples.

Le désintérêt des partis bourgeois pour les problèmes de sécurité et de défense qui explique au moins deux lacunes béantes. Le manque de mille cinq cents hommes et femmes dans les corps de police cantonaux et au niveau fédéral, partant la garde des ambassades par l'armée, une mission qui n'améliore pas l'instruction et le moral des troupes de milice concernées. Le manque pour raison d'économie de plusieurs centaines de sous-officiers et d'officiers de carrière, ce qui mine l'instruction, pourtant une base du concept «Armée XXI», et provoque stress, maladies professionnelles et un nombre important de démissions chez les officiers de carrière, sans parler des candidats qui, dissuadés, ne s'annoncent pas pour la carrière.

L'individualisme et la *mentalité d'assisté*, propres aux sociétés occidentales, mettent en grand danger notre système de milice, au civil comme au militaire. Il y a encore la remise en question par les milieux progressistes et *bien-pensants* de

traditions et de spécificités qui font la Suisse. Ainsi le fait de garder les armes et la munition de poche à la maison. Chaque suicide, chaque crime passionnel donne l'occasion aux médias de revenir à la charge, alors que le nombre de délits, de crimes et de suicides commis avec des armes de service demeure très faible. On dirait que, comme à l'Office fédéral des routes, on veut atteindre l'objectif absurde de «Zéro mort» avec les armes de service...

Surtout en Suisse alémanique, des nombreux officiers refusent de faire figurer leur grade, même dans des documents à consonance militaire. L'auteur d'une communication dans un colloque d'histoire militaire demandera qu'on le désigne comme «Herr Doktor», non comme «Oberst i Gst».

N'oublions pas le rejet par une gauche doctrinaire de la tradition militaire, le refus de l'histoire militaire, voire de la composante militaire de l'histoire. Jean-Jacques Langendorf dénonçait récemment l'attitude de autorités genevoises. On chicane la Compagnie 1602, on contraint, par une augmentation de loyer prohibitif, le musée privé des blindés à fermer ses portes, on refuse d'allouer un subside au Musée militaire genevois.

Dans la foulée, on pourrait imaginer que l'on débaptise les artères aux noms belliqueux, «la rue Général-Dufour devenant la rue de l'Harmonie et le quai Général-Guisan le quai de la Tendresse, le boulevard des Tranchées le boulevard de la Fraternité humaine. Je laisse à vos imaginations le soin d'inventer le reste. Comment ad-

mettre que, sur la Place Neuve, on ose encore infliger à la population la vue d'un général perché sur un cheval et porteur d'un sabre. Empressons-nous d'éloigner ce symbole de l'obscurantisme militaire!» La *Feuille officielle*, qui publie habituellement le discours de la Restauration, a refusé de le faire: en 2005, il n'était pas politiquement correct...

La Suisse en ce début de XXI^e siècle, n'est-elle pas en crise profonde, comme la médiévale Confédération des Treize Cantons dans les années 1790? Puisse cette crise ne pas amener des événements similaires à ceux que notre pays a connus entre 1798 et 1815...

Colonel Hervé de Weck

Le cdt C Gérard Lattion n'est plus!

Le cdt C Gérard Lattion est décédé le 23 juin au grand âge de 91 ans, des suites de la maladie d'Alzheimer. Ce Valaisan, humaniste, qui a marqué tous ceux qui ont servi sous ses ordres, a commandé le corps d'armée de campagne 1 de 1972 à 1974, avant de devenir chef de l'Instruction de 1975 à 1977. Né en 1915 à Liddes, il travaille d'abord dans l'économie privée, avant d'obtenir en 1941 une licence HEC à l'Université de Lausanne. L'année suivante, il entre dans le corps des instructeurs d'artillerie. Il commande une batterie d'obusiers, un groupe de canons lourds, le régiment d'artillerie 11 puis, les étoiles se précisant, le régiment d'infanterie de montagne 5.



Comme commandant d'état-major général et aux écoles centrales A, il se veut «pêcheur d'hommes» et «meneur de chefs». Bien qu'il applique le principe «Mehr sein als scheinen», il succède à Roch de Diesbach à la division de montagne 10. C'est avec profit et respect qu'on peut relire l'interview du 10 octobre 1984, qui figure dans *Le temps des mutations. Corps d'armée de campagne 1. 1962-2003*, publié à l'occasion de la dissolution de cette Grande Unité. (H. W.)